

Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours



Cahier n°3

ENSEIGNEMENT N°1

Partager les lieux communs

En mai 2020, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours s'est engagée dans une démarche, Mission Résonance, visant à apprendre collectivement de la crise du coronavirus pour formuler des propositions d'actions adaptées pour l'avenir du territoire.

La première étape de la mission a consisté à écouter les acteurs locaux : citoyens engagés, élus, familles, médecins, directeurs d'Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), chefs d'entreprise, représentants des associations, du service public, du monde économique, etc. Plus de 70 entretiens ont ainsi été réalisés en deux mois où il était principalement question du vécu des interviewés de la période de confinement du 17 mars au 11 mai 2020, des agilités et freins révélés ou exacerbés par la crise sanitaire ainsi que des opportunités et risques qui en découlent. La seconde étape consiste à tirer les principaux enseignements de cette phase d'écoute territoriale. Ce document développe les récits liés aux espaces et temps communs. Il croise le regard des acteurs de terrain avec des données et expertises locales ou nationales. La troisième étape se concentrera sur la mise en action de quelques problématiques jugées prioritaires à traiter sur le territoire.



ENSEIGNEMENT N°1

Partager les lieux communs

L'ESPACE PUBLIC : CONTOURS D'UNE DÉFINITION



Le confinement a modifié le rapport entre les gens et l'espace public. Le vide, le silence, permettaient de se focaliser plus facilement sur des détails, des personnages. Une silhouette traversait la rue et cela créait un événement.

Extrait issu du compte instagram de Guillaume Le Baube in La Nouvelle République du 17 septembre 2020

l arrive de ne plus prêter attention à des choses faites par habitude ou de manière répétée. Cela peut par exemple être le cas des paysages traversés quotidiennement pour se rendre de son domicile à son travail et viceversa. Cela vaut aussi pour des lieux communs tels que rues, places et autres espaces publics. La rupture d'usage imposée par le confinement a été l'occasion d'examiner à nouveau frais ces derniers et, par négatif, d'en approcher la substance. Petit tour d'horizon des ingrédients d'un espace commun au travers de paroles d'acteurs.

Le propriétaire d'un château en Touraine nous précisait que si le confinement avait été agréable à vivre pour lui, il avait suscité une ambiance bizarre du fait de l'absence de visiteurs. « Le site est fait pour accueillir du monde et il a vocation à être ouvert au monde entier ». Ainsi, le lieu commun est par nature ouvert et accessible à tous, qu'il relève du domaine public ou appartienne à un propriétaire privé.

De plus, il est par principe animé. « Un soir j'ai dû aller à Tours, c'était effrayant, une ville sans vie, pas un humain. On se serait cru dans un film de science-fiction, l'Apocalypse; sentiment étrange ». Ce sentiment relaté par un représentant des acteurs économiques de Touraine nous indique que l'espace public est un lieu en mouvement où la société peut se retrouver et s'exprimer. Le lieu commun permet la rencontre et l'expression publique.



(notamment des habitants, des associations, des collectifs citoyens, des acteurs publics ou parapublics).

La rencontre des personnes peut être motivée par une fonction spécifique. Ainsi une directrice d'Ehpad nous racontait que « le poulailler est un lieu de rassemblement des familles quand elles viennent ; il apporte de l'authenticité. Un jardin thérapeutique est également en projet. »

Le témoignage d'une infirmière permet d'adjoindre à ces éléments, le fait que l'espace public peut constituer un lieu pour se ressourcer, évacuer la tension, retrouver son calme. Elle mentionne que pendant la période de confinement « chacun a fait ce qu'il a pu ; parfois il vaut mieux sortir que de taper sa femme ». En conséquence, elle n'était « pas d'accord avec la fermeture des parcs ; le confinement d'accord mais la vie est importante ; ça a fait des drames ».

Par ailleurs, les espaces communs sont fréquentés par des individus qui ne se connaissent pas nécessairement et n'ont pas forcément de choses en commun si ce n'est d'être dans le même lieu au même instant. Ainsi, ils favorisent l'appréhension de l'autre et la mixité. Géraldine Mosna-Savoye déclarait mi-septembre sur France Culture « j'ai la nostalgie du transport en commun. Il s'y passe quelque chose qui n'a jamais lieu sinon : pour un instant on a le temps d'observer d'autres vies que la sienne. On est avec des personnes qu'on n'aurait peut-être jamais vues ailleurs mais avec qui on partage tout de même quelque chose : un trajet, un regard, un siège et parfois des disputes. ». (La nostalgie des transports en commun, carnet de philo par Géraldine Mosna-Savoye, France culture, 17 septembre 2020.)

Les développements suivants font référence à l'ensemble des acceptions de l'espace public évoquées ci-dessus. Autrement appelé lieu commun, il évoque des espaces, intérieurs ou extérieurs, partagés par plusieurs personnes au-delà du cercle familial.

UNE ÉVOLUTION DES REGARDS ET DES PRATIQUES SUR LES LIEUX COMMUNS

PEUR DE LA CONTAGION : COMPORTEMENTS INDIVIDUELS ET DISCIPLINE COLLECTIVE

Lorsque plusieurs personnes fréquentent un même espace au même moment, elles se croisent, se rencontrent, se frôlent... En ces temps de pandémie, cela peut créer de la crainte. Ainsi, beaucoup d'interviewés nous ont relaté la peur engendrée par la crise sanitaire, qu'ils parlent de leur propre sentiment ou de celui qu'ils ont perçu chez d'autres. Une habitante du sud de la Touraine nous partageait son appréhension à « être ensemble », que ce soit avec ses collègues, son cercle d'amis ou sa famille. Une étudiante tourangelle nous faisait part de sa crainte des rassemblements de personnes trop importants, synonymes pour elle de deuxième vague. Une directrice d'école nous précisait avoir eu peu d'élèves pendant les premières phases de déconfinement car « les familles avaient très très peur ; elles n'ont pas voulu remettre leurs enfants à l'école ».

Cette angoisse a pu être atténuée par les mesures prises pour diminuer la propagation du virus : confinement, hygiène, port du masque, limitation des rassemblements, etc. La vigilance est de mise, notamment dans les espaces clos et exigus ainsi que dans les territoires urbains où il y a une plus grande concentration de personnes. Un représentant des acteurs locaux de la santé nous affirmait que « porter le masque est un acte civique qui protège les autres. Il faut que le message soit clair : le masque dans les espaces clos c'est automatique. »

Les plus anxieux se montrent très scrupuleux, reconnaissants vis-à-vis de l'effort collectif... et intolérants vis-à-vis de ceux qui prennent ces gestes barrières à la légère. Certaines personnes souhaiteraient qu'ils soient encore renforcés. Un représentant des acteurs locaux de la santé nous racontait que « les pays les plus stricts ont une économie qui se porte mieux que les plus libertaires parce que les gens se sentent en sécurité, sortent et consomment plus. »

D'une manière générale, les personnes rencontrées nous ont dit que « les gens ont été très respectueux », à quelques exceptions près. Un bailleur social nous racontait que « dès qu'une brèche est ouverte, il y a un relâchement ». Les jeunes sont notamment pointés du doigt. Mais pas seulement. Une directrice d'Ehpad nous relatait que les normes d'hygiène vis-à-vis du personnel ont été renforcées mais que c'est un combat quotidien pour les faire appliquer.





Si un grand nombre de personnes dit avoir eu peur à un moment donné, elles ont presque toutes exprimé l'envie d' « être ensemble ». Et pour cause, l'être humain se définit, entre autres, par les relations qu'il entretient avec autrui. Alors, quelles sont les conséquences du confinement et des gestes barrière sur les rapports sociaux? Nombre de personnes rencontrées nous ont fait part de cette interrogation. Pour l'heure, il leur semble difficile de mesurer les répercussions des contacts limités, à distance, sans se toucher ou se voir. Quelques interviewés nous ont simplement raconté l'évolution de leurs pratiques ou ont formulé des hypothèses quant aux effets de la distanciation physique en matière de relations sociales.



ll y a un effort à faire en direction des jeunes qui se sentent invulnérables mais oublient le risque qu'ils font courir à leurs parents ou grands-parents. Les jeunes doivent prendre conscience de leur responsabilité dans la chaine de transmission du virus.

Un représentant des acteurs locaux de la santé



SOCIABILITÉ ET GESTES BARRIÈRES : APPRENDRE À ÊTRE ENSEMBLE AUTREMENT

Le respect des gestes barrières a eu des répercussions immédiates sur l'activité de nombre d'organisations. Deux exemples parmi celles que nous avons interviewées. Les Restos du cœur nous expliquaient que l'entrée dans la crise a été difficile dans la mesure où « trois quarts des bénévoles présents régulièrement étaient des personnes âgées ou à risque » qui ont dû s'abstenir de participer. L'activité a tout de même pu se poursuivre grâce au formidable élan de solidarité constaté pendant la période de confinement. Une directrice d'école primaire a, quant à elle, été contrainte de revoir le déroulement d'une journée type d'école. Le temps scolaire a été réduit et les espaces adaptés afin de permettre au personnel communal de procéder à la désinfection régulière des locaux.

Il y a eu des ajustements matériels et fonctionnels, notamment des dispositifs de protection de type masque. Pour autant, l'espace et l'organisation de travail ont également connu des changements. Par exemple, les Restos du cœur se sont mis à servir leurs bénéficiaires à l'extérieur des bâtiments pour respecter la distanciation physique. Des communes et associations d'élus ont mis en place un standard téléphonique sept jours sur sept pour garder un contact permanent. La directrice d'une médiathèque nous relatait, quant à elle, l'inauguration d'un drive, en complément de l'ouverture des locaux sous conditions restrictives ; « ce double scénario a permis de contenter tout le monde ». Dans les Ehpad, des lieux de rencontre ont été aménagés, souvent sur le seuil de la porte d'entrée, les pensionnaires étant à l'intérieur et les familles à l'extérieur. La directrice d'un établissement de Touraine nous a parlé de systèmes de fortune.

Ces « plans B » sont souvent décrits comme pis-aller, en comparaison des modes de fonctionnement antérieurs à la crise sanitaire. Pour autant, ils présentent l'avantage de rendre possible l'activité, le lien social ou familial. Pour continuer à être ensemble, pas d'autre choix que de le faire différemment. Sans cela, tout lien serait rompu... en attendant des jours permettant de vivre les relations sociales telles que nous le faisions avant mars 2020. Ces changements n'apparaissent pas évidents à mettre en œuvre. Parmi les interviewés, une habitante du sud de la Touraine évoquait le temps nécessaire pour s'habituer et pratiquer. Un professionnel de santé nous exprimait la nécessité d'éduquer son regard pour décrypter et faire passer les émotions sans disposer du visage dans son entièreté (masque). Il raconte s'y être attelé progressivement ; « au début, j'ai gardé le masque pour examiner, aux patients, je leur ai demandé de l'enlever ».



Les usagers sont mitigés et l'équipe aussi : masque, gel, etc. ce n'est pas accueillant ... alors que l'on travaille sur la notion d'accueil depuis un an avec la volonté de démystifier le lieu. Or on refuse les familles, les enfants ne peuvent rien toucher. Ce fonctionnement ne reflète donc pas le cœur de métier d'une médiation.

Une directrice de médiathèque en Touraine

UNE EXACERBATION DE PROBLÈMES PRÉEXISTANTS

La crise sanitaire et les mesures de distanciation physique associées ont constitué des révélateurs de situations problématiques, notamment en matière d'espace disponible et de voisinage.

Ainsi, des activités créées en réponse à la Covid-19 peinent à trouver des lieux adaptés pour se déployer. C'est par exemple le cas d'un collectif de citoyens engagés qui nous a dit avoir sans cesse été à la recherche de salles pour pouvoir produire en commun. De leurs côtés, à l'approche du déconfinement progressif, certaines écoles ne voyaient pas comment elles pourraient accueillir l'ensemble des enfants. Elles ont enjoint les familles à les garder à la maison, ce que celles-ci ont fait pour la plupart. Autre service public touché par cette problématique d'espace en Indre-et-Loire : les maisons de la solidarité. Compte tenu des bureaux partagés, l'activité n'a pas pu reprendre à plus de 50% avant la mi-juillet.

Il y a par ailleurs des entreprises dont les locaux étaient déjà sous pression et pour lesquelles la situation s'aggrave. Un établissement installé à Tours nous révélait que « la crise a confirmé l'inadaptation des locaux actuels, trop exigus »; le manque d'espace a été amplifié par les mesures sanitaires. Pour y remédier, un projet de construction dans un autre quartier de la ville est à l'étude. Il vise par la même occasion à regrouper l'ensemble des activités sur un site. Un autre employeur important de la métropole tourangelle saisit l'opportunité de la crise sanitaire pour mettre un coup d'accélérateur à la réflexion sur ses locaux. Les évolutions de son secteur d'activité l'invite à penser des espaces supplémentaires, de tailles différentes et modulables. Dans le même esprit, une association caritative nous expliquait que les locaux dont elle bénéficie sont sousdimensionnés, nécessitent d'être rénovés et déployés différemment, pour faire face à l'afflux croissant de personnes dans le besoin. C'était déjà vrai avant la crise sanitaire. Ça l'est encore plus avec l'instauration des gestes barrières... et l'approche de l'hiver où le plan B qui consiste à mobiliser des espaces extérieurs ne sera plus possible ne fera qu'aggraver le problème.



On est confronté à des problèmes de locaux puisque notre population, malheureusement, ne baisse pas et on a des centres qui ne répondent plus aux besoins.

Une association caritative de Touraine



Difficulté de vivre en appartement. D'autant plus que nous sommes dans un quartier extrêmement compliqué, entourés d'alcooliques, de drogués, de combats de chiens.

Une directrice d'école primaire

Autre domaine pour lequel le confinement semble avoir rendu encore plus prégnants les dysfonctionnements existants : les conflits entre voisins. Une habitante de Tours partageait son sentiment sur le fait que certains quartiers lui semblent plus vivables que d'autres. Points noirs sur lesquels la période qui s'ouvre doit être propice à travailler : la densité de population et les grands immeubles, générateurs de bruit, d'encombrement, etc. Une directrice d'établissement scolaire évoquait quant à elle les difficultés croissantes que les familles du quartier rencontrent du fait d'usages illicites et d'incivilités observés à proximité de l'école. Le sentiment d'insécurité existait déjà avant la crise sanitaire du printemps 2020. Les tensions se sont accrues pendant le confinement, du fait d'une occupation plus forte du jardin voisin par des personnes alcoolisées ou droguées ainsi que par la présence de squatters dans certaines barres d'immeuble. Conflit de voisinage d'un autre style : la lutte entre salariés et habitants pour des places de stationnement. Un syndicaliste nous racontait que les tensions ont été annulées pendant la période de confinement, du fait du recours massif au télétravail. Il craint que ces dernières ne soient exacerbées en sortie de crise sanitaire. En effet, il est probable que les salariés et prestataires de l'entreprise concernée peinent encore plus à se garer, les gens ayant davantage recours à leur véhicule personnel pour éviter de prendre les transports en commun. La mise à disposition de vélos électriques et l'augmentation de l'indemnité vélo ou covoiturage ne semblent aujourd'hui pas suffisantes pour convertir les usagers du site.



DES REGARDS DIFFÉRENTS SUR L'ESPACE PUBLIC : ENTRE RETOUR D'ANCIENS USAGES, RÉAPPROPRIATION ET NOUVEAUX LIEUX

Pendant le confinement, la limitation des sorties aux besoins élémentaires et à une heure par jour pour s'aérer ont transformé l'espace public. Vidés de la plupart de ses usagers habituels et fréquentés dans un autre rapport au temps, les lieux communs ont été en quelque sorte redécouverts. Ainsi un maire d'une commune rurale du sud de la Touraine nous livrait cette impression : les habitants ont pris conscience de leur environnement, de leur jardin, de la place de l'église et des commerces qui font la vie du village. Comme c'était le cas autrefois, marchés et établissements de bouche étaient redevenus des lieux de sociabilité, où l'on échange des nouvelles, discute de l'actualité, etc.



On voyait rarement quelqu'un dans nos rues et là le commerce a maintenu le lien entre les habitants, les gens ont redécouvert leur environnement proche.

Un maire d'une commune rurale du sud de la Touraine

D'autres lieux de rencontre ont également émergé ou se sont renforcés. L'initiatrice d'une plateforme d'entraide nous indiquait que « Facebook est devenu un espace public commun ». La directrice d'une médiathèque nous racontait quant à elle que la crise sanitaire avait été l'occasion de s'interroger sur le cœur de métier de l'équipement et sur la façon dont il faudrait le faire évoluer par la suite.



La crise a révélé l'importance de notre cœur de métier : le lien social. Les médiathèques doivent continuer à réfléchir sur ce rôle. Ce n'est plus un lieu de silence. Il faut faire venir de nouveaux publics, travailler sur l'architecture, l'accueil, etc. C'est l'occasion de changer l'image d'un lieu « sacré », d'un « temple » inaccessible de la culture.

Une directrice de médiathèque

D'une manière générale, les personnes que nous avons rencontrées nous ont surtout parlé des formes de réappropriation des espaces publics existants. Par exemple, des surfaces en pleine terre sur le domaine public ont été plantées avec des cultures vivrières par des collectifs citoyens. Certains jardins ont été aménagés pour susciter plus de convivialité. Une association de prévention socio-éducative nous indiquait que des animations collectives et spontanées avaient eu lieu en pied d'immeuble ou dans la rue. Elle soulignait de plus le « retour des femmes en groupe se promenant dans l'espace public au début du déconfinement » dans

le quartier dans lequel elle intervient. Une directrice d'Ehpad a de son côté évoqué l'usage augmenté du parc de l'établissement. Suivant les incitations du personnel, celui-ci a été beaucoup plus utilisé depuis la mi-mars qu'auparavant. Pour les résidents, en petits groupes ou seuls accompagnés d'un soignant, les sorties étaient l'occasion d'un temps d'échange privilégié.



Une dizaine de résidents étaient dehors tous les jours. Cela a permis de tisser de nouvelles relations. D'une certaine manière, la sociabilité entre résidents s'est renforcée.

Une directrice d'Ehpad

Certains interviewés nous ont par ailleurs relaté des occupations « dérangeantes ». Une directrice d'école élémentaire nous racontait qu'il y avait eu des intrusions dans son établissement. Dans le même quartier, des logements vides ont été squattés ; les riverains se sont surtout plaints du bruit. Et le jardin public a vu sa fréquentation décuplée : « Il y avait jusqu'à 50 personnes dans le jardin. Les familles avaient peur de sortir. Moimême, j'avais peur lorsque je venais à l'école au début du confinement ».

VERS UNE NOUVELLE RÉPARTITION DES USAGES DANS L'ESPACE PUBLIC ?

Au moment du confinement, la forte diminution des flux de personnes, l'incitation à effectuer ses quelques déplacements en proximité et la limitation au minimum des transports en commun ont été l'occasion de se déplacer autrement et d'envisager un partage différent de la rue. Les interviewés qui se sont exprimés sur le sujet sont des habitants, des entreprises ou des associations de la métropole tourangelle. Leur propos est donc plus particulièrement tourné vers les espaces urbains qu'ils fréquentent.

Tous semblent s'accorder sur le fait que la voiture prend trop de place en ville, qu'il s'agisse des voies de circulation ou des stationnements. Une association œuvrant pour la sécurité et la qualité des espaces publics estime que certains lieux devraient être libérés des véhicules motorisés pour être mobilisés afin de favoriser la distanciation physique des piétons. Un collectif de citoyens engagés voit dans cette baisse du recours à la voiture le moyen d'apaiser les espaces urbains (ambiance sonore, qualité de l'air). Une commerçante imagine quant à elle un hypercentre sans voiture où la marche à pied deviendrait agréable. Piétonnisation, voies cyclables confortables, larges trottoirs sont autant de pistes évoquées pour revitaliser le centre-ville. Le tram est salué comme un atout indéniable, qui pourrait être amélioré en termes de cadencement et d'aménagement.

Une directrice de grand magasin souligne en complément l'intérêt d'être bienveillant vis-à-vis des automobilistes, avec par exemple une signalisation efficace des places de stationnement.

Dans le même esprit, une association de promotion des mobilités douces nous expliquait que la crise sanitaire constituait une formidable opportunité de réduire la dépendance psychologique à la voiture. Elle plaide pour que des secteurs de Tours soient interdits aux véhicules motorisés, les modes de transport actifs (vélo, marche à pied) devant quant à eux être autorisés partout. Les pistes cyclables temporaires mises en place au moment du déconfinement ont été perçues comme un signal positif, même si elles ont été jugées insuffisamment développées. En outre, l'accent a été mis sur le nécessaire apprentissage de la conduite cycliste en ville. Si pendant le confinement un sentiment de sécurité régnait, il en est désormais autrement avec la reprise du trafic automobile et le partage de la voirie.

Concernant les transports en commun, un acteur de la mobilité nous livrait son sentiment d'un nécessaire réaménagement intérieur des rames, dans l'optique de redonner confiance aux usagers et de renforcer l'utilisation du service.



tion réglementée de 9h00 à 19h00

Les pistes cyclables temporaires à Tours



LES PISTES POUR L'ACTION COLLECTIVE

es lieux communs dont on nous a parlé sont de nature diverse, mêlent propriété publique et privée, concernent des espaces intérieurs et extérieurs : parc, rue, rame de transport en commun, école, médiathèque, hall d'immeuble, local associatif, entreprise, etc. Quels qu'ils soient, la crise sanitaire a changé les regards portés sur eux et une partie de leurs usages. Les acteurs interviewés nous ont livré leurs ressentis et expériences. Ils ont aussi émis des envies et entrevu des opportunités. Dans la multitude des idées évoquées, sont reprises ci-dessous les propositions pour lesquelles les territoires locaux ont une capacité à agir.

- 1. Évaluer les impacts de la crise sanitaire en matière de fréquentation des lieux communs (équipements et espaces publics) et de rapports sociaux.
- 2. Intégrer le rôle d'animation, de rencontre et d'expression publique des espaces communs, au moment de leur définition et tout au long de leur vie (usages autorisés, programme d'occupations et d'évènements, mutualisations possibles, réversibilité, etc.).
- 3. Améliorer la lisibilité des espaces à usages publics et privés (traitement différencié), afin de faciliter appropriation et expression de comportements adaptées à chaque situation.
- 4. Identifier et aménager en conséquence les espaces qui doivent faciliter un mode de déplacement particulier (motorisé, vélo, marche à pied, etc.) et ceux qui peuvent être partagés entre plusieurs.
- 5. Faciliter la co-construction des espaces publics avec les habitants.
- 6. Définir les besoins en locaux dédiés à l'accueil d'entreprises, d'associations ou de collectifs citoyens. Cibler les segments à développer. Accompagner la rénovation et la restructuration de ceux devenus obsolètes.
- 7. Centraliser l'offre de locaux d'activité, bureaux et salles de réunion mobilisables sur des durées très variables, de l'heure à l'année.



3 cour - 56, avenue Marcel Dassault, BP 601- 37206 Tours Cedex 3 Tél: 02 47 71 70 70 - Email: atu@atu37.fr - www.atu37.org



mission-re.atu37.org

© ATU - Septembre 2020 / Mission Résonance Cahier n°3 - Enseignement n°1

Directeur de la publication : Jérôme Baratier.
Rédacteur : Aurélie Ravier.
Conception graphique et réalisation : Willy Bucheron.
Équipe projet : Émilie Bourdu, Grégoire Bruzulier, Jean-Charles Désiré, Béatrice Genty, Thierry Lasserre,
Fanny Maire, Bénédicte Métais, Olivier Schampion, Céline Tanguay.
Les droits de reproduction (textes, cartes, graphiques, photographies) sont réservés sous toutes formes.
Photo de couverture : Sigmund provenant de Unsplash.